



« LA VOIX DES DDH ET DES JOURNALISTES »

Feuillet n°015/PPI/DDH-J/01/2020 du 1^{er} au 31 Janvier 2020 portant Monitoring des violations des droits des défenseurs des droits humains et des journalistes en République Démocratique du Congo.

www.ppi-ong.org

L'an deux mille vingt s'annonce très mal pour les défenseurs des droits humains en République Démocratique du Congo. Au moment où le pays célèbre la première année de l'alternance qui consacre une première passation du pouvoir entre un président sortant vivant et un président entrant, les violations des droits de l'homme à l'endroit des défenseurs des droits humains continuent à faire parler d'elles-mêmes. Dans son tout premier numéro du feuillet de monitoring de l'année 2020, l'ONGDH Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI), organisation de droit congolais à mandat régional œuvrant pour la promotion de la paix et la protection des défenseurs des droits humains, a documenté « **Cinquante-deux (52) nouveaux cas de violations des droits des défenseurs des droits humains et des journalistes** ». Ce chiffre en début de la nouvelle année avec des nouvelles autorités au sommet de l'Etat est déjà inquiétant lorsqu'on se souvient que pour l'année 2019 terminée, soit de janvier à décembre, PPI a documenté **418 cas de violations des droits des DDH et des journalistes sur toute l'étendue de la République**. Plus de détails sur ces cas, rendez-vous sur www.ppi-ong.org. Ainsi, pour le mois de janvier 2020 écoulé, Un (1) militant d'un mouvement pro-démocratie a été grièvement blessé par les éléments de la police nationale congolaise au Nord-Kivu précisément en territoire de Rutshuru et Trente (30) autres arrêtés dans le même territoire tandis que dans la ville de Goma Douze (12) militants sont arrêtés. Dans le Congo Central, Quatre (4) pro-démocratie et un (1) artiste musicien sont arrêtés. En Equateur, un (1) militant pro démocratie est mis arrêté, au moment où deux (2) acteurs de la société civile sont sous menace de mort au Sud-Kivu et une journaliste échappe de justesse à la mort dans la ville de Butembo/Nord-Kivu. Ci-dessous une description succincte de déroulement des faits :

I. Violences contre les journalistes et les médias

1. **Menaces contre une journaliste** : Alicia KAPISA, Directrice de la radio communautaire Salama émettant depuis la ville de Butembo au Nord-Kivu a été victime la soirée de jeudi 9 janvier 2020 vers 19h00 d'une agression physique de la part des hommes en uniforme militaire non autrement identifiés qui l'ont tabassé. Jointe à partir de son lit de l'hôpital, la journaliste Alicia estime que ses bourreaux n'avaient pas besoin d'argent ni matériels. « *ils m'ont dit qu'ils étaient en train de me filer depuis le matin. Selon eux, ils ont été payés par quelqu'un que je connais bien pour m'ôter la vie pour des raisons non connues jusqu'à présent. Heureusement pour moi, l'un d'eux a refusé qu'ils puissent tirer sur moi. Ils m'ont tabassé à mort, blessée et torturée au point de perdre connaissance* », a-t-elle déclaré.
2. **Vandalisme du Bureau de l'UNPC au Nord-Kivu** : Le centre de presse de Goma qui fait office du bureau de l'Union nationale de la presse du Congo, section du Nord-Kivu a été sujet d'un acte de vandalisme, la nuit du 23 au 24 janvier 2020 et plusieurs matériels des journalistes ont été volés. David MAHAMBWA, Secrétaire permanent de l'UNPC Nord-Kivu qui confirme cette information privilégie la piste d'une complicité des militaires commis à la garde à la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC) Goma qui se trouve dans le même enclos que le bureau de l'UNPC. « *C'est ce matin que nous avons constaté la casse de deux cadenas de deux portes d'entrée du centre de presse. C'est inconcevable et incompréhensible que là où il y a des militaires à zéro mètre qu'un tel acte soit perpétré* », indique le secrétaire permanent de l'UNPC Nord-Kivu. David ajoute que la hiérarchie militaire a été saisie pour que les auteurs de ces actes inciviques soient identifiés et punis conformément à la loi. Parmi les biens emportés figurent deux ordinateurs portables, deux disques durs de capacité de 1 terra et de 500 gigas, un dictaphone et autres biens de valeur qui appartenaient aux journalistes Alain WANDIMOYI de la Cruche Hebdo et Jonas BADERA journaliste indépendant.¹

¹ <http://lepotentielonline.net>



2. Violences contre les défenseurs des droits humains (DDH)

a. **Menaces contre deux acteurs de la société civile** : Président de la société civile de Mudaka, territoire de Kabare en province du Sud-Kivu, Maître Samuel MULEMANGABO fait objet des menaces de mort. Selon lui, depuis le 14 janvier il reçoit des messages téléphoniques faisant état des menaces de mort et d'intimidation. Il estime que cette situation serait liée à la campagne de dénonciation qu'il mène contre une secte des faux prophètes appelés « Mujakazi et bajalume » qui sème la zizanie et la division dans des familles à Mudaka et dans le territoire de Kabare en général. *« Les menaces que je reçois sont orchestrées par des personnes mal intentionnées du groupe mujakazi et bajalume. Ces derniers m'écrivent des messages très menaçants en me promettant la mort, allant même à dire qu'ils vont me décapité la tête. Ces groupes sont bien localisés et m'interdisent de fouler mes pieds dans les villages où ils exercent leurs activités de prière. Ils ont même écrit une lettre et l'ont déposé en dessous de ma porte la nuit, et quand je me suis réveillé je l'ai vu. Encore une fois, l'essentiel du message de cette lettre, c'est la menace de la mort »,* précise Maître Samuel. Au regard du désordre et division dus aux fausses prophéties que ces gens qui s'autoproclament prophètes sont en train de causer dans le territoire de Kabare, je sollicite l'implication des autorités pour leur démantèlement mais aussi m'assurer la sécurité, a-t-il conclu.

De même, Hippocrate MARUME, président de la société civile de Kadutu et l'un des initiateurs de la pétition dénommée « **Bilubi MustGo** », demandant le départ du Maire de la ville de Bukavu dans la province du Sud-Kivu serait présentement sous menaces de mort. La société civile de Kadutu alerte les autorités provinciales et nationales ainsi que toutes les organisations des droits de l'homme pour sa sécurité et les prévient que tout ce qui va arriver à leur président, le maire de la ville monsieur BILUBI OLENGABO sera tenu comme responsable. Pour rappel, certains acteurs de la société civile à Bukavu dont Hippocrate MARUME accusent le maire de la ville de plusieurs griefs parmi lesquels le manque de la politique de gestion de déchets dans la ville et la mauvaise gestion, ce qui fait qu'ils demandent son remplacement à la tête de la mairie de Bukavu.

a. **Arrestation et détention de 47 activistes pro démocratie** : A Goma dans la province du Nord-Kivu, douze militants (12) du mouvement citoyen Lutte pour le Changement (LUCHA) ont été arrêtés samedi 11 janvier 2020 et acheminés au cachot de la commune de Karisimbi par la police. Alors que ces derniers organisaient l'activité communautaire dite « *salongo* » pour vider la poubelle du marché communément appelé Alaline situé en plein centre de Goma, ils se sont vu interpellé par la police qui a directement arrêté 12 d'entre eux. *« Nous ne comprenons plus rien finalement de ce que aiment nos autorités ! Le maire de la ville a été saisie officiellement de cette activité et a d'ailleurs promis qu'il sera avec nous et rendre disponible un camion pouvant aider à évacuer ces déchets. Comment au lieu de constater que cette activité l'appui dans sa gestion de l'hôtel de ville, le maire se permette de nous faire arrêter ? Faudrait-il ne plus jamais prendre part aux activités de salongo que lui-même avait instauré ? Quel péché avons-nous commis pour mériter l'arrestation ? »,* S'interroge sous colère un militant qui s'est confié à PPI.

En outre, dans la nuit du dimanche 12 au lundi 13 janvier 2020 dans la province du Congo Central, cinq militants de différents mouvements ont été arrêtés devant le bâtiment du gouvernement de province du Congo Central par des hommes en uniforme et en tenue civile identifiés comme proches du général Placide NYEMBO et ceux du parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de l'entourage du Gouverneur déchu Atou MATUBUANA. Aussitôt arrêtés, ces militants ont été acheminés au cachot de l'agence nationale de renseignements (ANR) de Matadi. Il sied de noter que ces militants ont d'abord essuyé des gaz lacrymogène alors qu'ils observaient un sit-in toute la nuit devant ledit bâtiment afin de dénoncer la légèreté dans la gestion du dossier Atou MATUBUANA, gouverneur destitué par une motion des députés provinciaux suite à une affaire du scandale sexuel. Les activistes arrêtés sont entre autres



Maître Guelord TSASA du mouvement citoyen Filimbi, l'artiste-rappeur Négro NEGGA Liongo, Simon LANDU de la LUCHA, l'Ingénieur Braly MVUMBI et Pamuke MBUMBA du mouvement Gilets verts.

Il en est de même de trente (30) militants du mouvement citoyen LUCHA arrêtés le lundi 20 janvier à Nyamilima dans le territoire de Rutshuru, alors qu'ils manifestaient à travers une marche pacifique suivie d'un sit-in au bureau du fonctionnaire délégué du Groupement de Binza pour dénoncer l'insécurité grandissante dans le territoire de Rutshuru et dans le groupement de Binza en particulier. Contacté par PPI, un des manifestants indique que ce sont les éléments de l'armée congolaise (FARDC) qui les ont dispersés et leur ont tiré dessus de balles réelles, alors que leur manifestation se déroulait calmement.

A Mbandaka, l'activiste Joseph BAYOKO du mouvement Engagement Citoyen pour le Changement (ECCHA) a été arrêté le 20 janvier 2020, alors qu'il participait à une tribune d'expression populaire dans la ville de Mbandaka, organisé par ECCHA. Dans un communiqué rendu public, ce mouvement accuse les proches du gouverneur de la province de l'Équateur d'être derrière cette arrestation qu'il qualifie d'arbitraire et politique. En effet, depuis l'élection du gouverneur de la province de l'Équateur BOBO BOLOKO BOLUMBU, l'activiste Joseph BAYOKO n'a cessé de décrier l'incompétence de ce dernier dans la gestion de la province. A travers la campagne dénommée « *Équateur mérite mieux* », il a exigé la destitution du gouverneur, ce que selon le mouvement ECCHA lui a valu l'arrestation.

- b. **Fusillade contre un militant du mouvement citoyen** : Alors qu'il prenait part à la manifestation organisée par son mouvement LUCHA en date du 20 janvier à Nyamilima dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu, le militant Abel KAPAMBO a été touché par balle à la tête. Ces collègues militants affirment que cette balle a été tirée contre lui par les militaires des FARDC venus les dispersés et arrêtés 30 d'entre eux alors qu'ils manifestaient pacifiquement. Abel a été acheminé à l'hôpital pour des soins appropriés.

Dénonçant et condamnant une fois de plus ces violations continues des droits des DDH et des journalistes en RDC, PPI recommande au Président de la République de mettre en place des mécanismes concrets pour la sécurité des DDH et des journalistes dans l'exercice de leurs fonctions ainsi que le contrôle de certains éléments de l'ordre et certaines autorités des entités territoriales décentralisées qui visiblement sont nostalgiques du régime répressif passé, au point qu'ils demeurent incapables d'œuvrer pour l'effectivité de l'ouverture de l'espace civique en République Démocratique du Congo.

